COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Fenrney-Voltaire le 09/11/2026



À gauche : Monsieur Emmanuel DUBUISSON, Candidat déclaré à la présidentielle de 2027.

À droite : Monsieur Apitone MUNIKIHAAFATA, Anciennement: Vice-premier ministre coutumier du roi de Wallis, président de la commission des finances de l'Assemblée territoriale de Wallis-et-Futuna, membre du conseil d'administration de l'agence de santé de Wallis-et-Futuna et ancien directeur des programmes de Radio France Bordeaux Gironde.

Présidentielle 2027:

Emmanuel DUBUISSON, candidat déclaré à l'élection présidentielle de 2027, annonce l'arrivée d'Apitone MUNIKIHAAFATA dans son équipe de campagne.

Ancien vice-premier ministre coutumier du roi de Wallis de 2016 à 2021, il a également présidé la commission des finances de l'Assemblée territoriale entre 2002 et 2007 et été membre du conseil d'administration de l'agence de santé de Wallis-et-Futuna de 2015 à 2022.

Grand reporter à France Télévisions pendant plus de trente ans, il a exercé à Paris, passé cinq années en Guyane, dirigé les programmes de Radio France Bordeaux Gironde et occupé les fonctions de directeur de la radio en Polynésie française.

Revenu à Wallis, il a poursuivi son travail de reporter jusqu'à sa retraite en 2015.

Ce ralliement prolonge une amitié ancienne et plusieurs années de travail commun sur le développement de Wallis-et-Futuna. Ce territoire français de Polynésie occidentale est à environ 16 000 km de Paris. Wallis est à 2 100 km de Nouméa et 2 900 km de Papeete, à vol d'oiseau.

En cas d'élection, Apitone MUNIKIHAAFATA sera conseiller du président de la République pour le Pacifique. Il contribuera à faire de Wallis-et-Futuna une base stratégique de négociation diplomatique, notamment avec les États fédérés de Micronésie, et à développer ses recettes propres pour atteindre l'indépendance financière, conformément au programme d'Emmanuel DUBUISSON.

Il participera aussi à la stratégie médiatique et télévisuelle française dans la région, et les institutions françaises, pour accroître l'influence culturel de la France tout en garantissant la liberté de la presse et l'indépendance des journalistes.